

La transition fait craindre un retour à la violence

Luis Martinez

Pour être restée à l'écart des révolutions arabes, l'Algérie est félicitée de toutes parts pour son modèle de stabilité dans la région. Alors que, dans les années 1990, sa guerre civile donnait des sueurs froides, elle est aujourd'hui considérée comme le pays le plus solide avec son voisin et rival, le Maroc.

Au regard des problèmes de sécurité en Libye et des orientations islamistes des régimes tunisiens et égyptiens, l'Algérie continue d'offrir le charme désuet d'un modèle de république nationaliste et militaire qui ravit les diplomaties occidentales, déstabilisées par l'irruption des partis islamistes et des sociétés civiles sur la scène politique des Etats d'Afrique du Nord. De plus, la présidence d'Abdelaziz Bouteflika, depuis 1999, offre un semblant d'autorité civile après le règne des généraux (1991-1999).

L'art du camouflage

Fortement décriés pour leur violation massive des droits humains durant la guerre civile, les militaires ont appliqué l'art du camouflage, si ce n'est celui de la mise en veilleuse, en disparaissant des écrans. Au cours de ces dix dernières années, l'armée algérienne, déchargée de la gestion des affaires politiques, s'est professionnalisée. Dans un contexte incertain, elle s'efforce de restaurer sa gloire passée par la démonstration de sa puissance.

Derrière la façade de son chef d'état-major, octogénaire, le général de corps d'armée Ahmed Gaid Salah, et de généraux à la retraite, parfois impliqués dans des affaires financières troubles, se profile une génération de quinquagénaires responsables des régions militaires et des principales unités opérationnelles.

Ils espèrent ne jamais revivre l'expérience d'une guerre civile et, si leur armée doit être le pilier de l'Etat, ils ne veulent pas qu'elle devienne l'ennemie d'une société civile. Les exemples des armées en Tunisie et en Egypte sont là pour leur démontrer, à l'inverse du choix des généraux éradicateurs en 1991, que la cohabitation est possible entre gouvernement islamiste et armée.

La fin proche de l'ère Bouteflika annonce-t-elle des changements politiques en Algérie ? Beaucoup les espèrent, mais peu les considèrent comme possibles. Après ses trois mandats, les institutions politiques sont en lambeaux : le Parlement, auquel s'est adressé François Hollande en décembre 2012, est une coquille vide. Les partis sont discrédités.

La Cour des comptes est paralysée. C'est dire que les usages des revenus pétroliers échappent à un contrôle rigoureux et transparent, au grand désespoir de la population. Lorsque les sommes dérobées sont trop importantes, le département du renseignement et de la sécurité intervient afin de réguler le marché de la corruption et de faire en sorte que les acteurs s'imposent des limites acceptables.

C'est avec un malin plaisir que la presse algérienne souligne comment des "officiers judiciaires militaires" ont mené des investigations qui sont à l'origine des plus grandes affaires de corruption. Mourant, le président est victime du retour des "barons" du système : certains, au sein de l'armée et des services, n'auraient qu'à contrecœur accepté sa longue présidence et son soutien accordé à l'intervention française au Mali. Le 23 mai, le général à la retraite Mohand Tahar Yala, ancien

commandant des forces navales, tire le premier : il accuse le président de "haute trahison" et demande sa destitution immédiate.

Ligne à haute tension

Progressivement, les sources de financement du président, ainsi que celles de ses proches, sont neutralisées afin de réduire à néant le risque d'une candidature à la présidence qui ne serait pas sous le contrôle de l'armée et du département du renseignement et de la sécurité (DRS).

La "République des walis du président" s'achève. Car, sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika, le régime algérien a profondément changé. Séduit par la Tunisie de Ben Ali, Bouteflika a renforcé sa police.

Peut-on dire, comme l'affirment certains, que l'assassinat du directeur général de la sûreté nationale, Ali Tounsi, en 2010, symbolise la ligne à haute tension entre deux visions de l'Algérie : celle d'hier, avec son armée et ses services, et celle d'aujourd'hui avec le ministère de l'intérieur.

Depuis des mois, des affaires de corruption secouent le pays. L'après-Bouteflika fait craindre un retour à la violence en raison de la réapparition sur le devant de la scène de tous les hauts dignitaires qui avaient été contraints de démissionner sous sa présidence. Son agonie replonge l'Algérie dans l'incertitude et oriente de nouveau tous les regards vers l'armée, et surtout vers le DRS, dirigé depuis 1990 par le général de corps d'armée Mohamed Lamine Médiène.

Car derrière le rideau d'un régime stable se cache un constat inquiétant : hyperdépendance pétrolière, faiblesse des institutions, népotisme, système éducatif en piètre état, chômage massif des jeunes, corruption, terrorisme.

L'Algérie de Bouteflika a pris le chemin du Nigeria et non de la Malaisie. Le risque est grand, nous avertit le sociologue Zoubir Arous : "La société algérienne est sur un volcan. Tous les ingrédients de la déflagration sont réunis."

Retarder les changements politiques

L'Algérie post-Bouteflika aura fort à faire. Avec 200 milliards de dollars (155 milliards d'euros) de réserves de change accumulées et un baril de pétrole à plus de 100 dollars, les dirigeants de l'armée peuvent encore, pour quelques années, s'offrir le luxe de retarder les changements politiques que la région connaît et trouver de nouveau un équilibre dans cette instabilité.

Ils peuvent aussi surprendre et, par exemple, considérer que, dans un environnement social et politique aussi explosif, il est temps de laisser les électeurs choisir librement leurs élus, même s'ils sont islamistes.

L'Algérie renouerait alors avec sa transition politique interrompue il y a deux décennies. Mais reste à savoir si les dirigeants militaires sont enfin prêts à accepter les incertitudes qui accompagnent tout processus de démocratisation ? L'après-Bouteflika rouvre le débat.